



THEURY - STOCK.ADOBE.COM

SONDAGE DEDICATED

Aides à la rénovation énergétique : les Wallons ignorent toutes ces primes

PP.2-3

Rénovation énergétique : le Wallon ne s'y retrouve pas

AVANT DE LIRE

La Wallonie est à la fête en ce mois de septembre, avec en point d'orgue les festivités organisées le week-end prochain à Namur, capitale de la Région wallonne. Un moment de joie et de retrouvailles après plusieurs éditions annulées ou allégées en raison de l'épidémie de Covid.

Si la population répondra certainement avec enthousiasme à l'appel du péket et des animations dans les rues de Namur, les autorités politiques, elles, ne manqueront pas de rappeler que de sacrés défis attendent la Wallonie : économiques, sociaux et environnementaux notamment. Le tout dans un contexte budgétaire extrêmement compliqué.

Pour marquer le coup, *L'Avenir* a souhaité sonder les Wallons sur l'image qu'ils ont de leur Région. Pour ce faire, Dedicated a interrogé 1024 personnes de 18 ans et plus, vivant en Wallonie, et représentatives de la population, autour de six thématiques : le sentiment d'appartenance à la Wallonie, l'économie, la mobilité, l'enseignement, l'énergie et le tourisme. Un bulletin sans concession pour les politiques en charge du redressement wallon que nous vous partagerons toute cette semaine.

La Wallonie a multiplié les aides à la rénovation énergétique du logement. Mais notre sondage montre que les Wallons ne s'y retrouvent pas.

LOGEMENT

Réduire la consommation et la déperdition énergétique de son logement n'a jamais été aussi impératif. Tant pour relever le défi climatique que pour alléger la facture.

En Wallonie, les primes et soutiens aux travaux économes d'énergie et/ou de production d'énergie renouvelable sont nombreux, divers et... changeants.

Dans ce contexte mouvant au fil des législatures et des partis au pouvoir, pas étonnant que notre sondage montre que le Wallon ne s'y retrouve pas et mélange tout en la matière.

Exemples ? Un sondé sur trois pense qu'il existe encore une

prime pour l'installation de panneaux photovoltaïques alors que ce n'est plus le cas depuis 2018. Et ils sont 17 % à penser qu'ils pourraient obtenir une prime, un avantage fiscal ou un prêt vert pour la construction d'une... piscine chauffée à l'énergie solaire, ce qui n'est évidemment pas le cas. Autre exemple pour un poste pourtant essentiel en matière de gain énergétique : seulement 55 % des sondés

savent qu'ils peuvent prétendre à une aide pour l'isolation du toit et des murs.

Bref, puisqu'il se perd dans ce catalogue des aides et primes, le Wallon décerne un bulletin sévère à ceux qui l'ont rédigé : ainsi, à peine une personne sur dix octroie une bonne note à la politique énergétique de la Région en matière de construction et de rénovation de logement. Et à peine 4 sur 10 lui donnent la moyenne.

Les décideurs wallons se consoleront avec ce chiffre : 18 % des Wallons pensent malgré tout que la situation s'est améliorée ou même fortement améliorée ces cinq dernières années. Sauf que la proportion de ceux qui esti-

ment qu'elle s'est fortement dégradée est identique...

ALAIN WOLWERTZ



Les aides à la rénovation énergétique sont nombreuses. Mais le Wallon a du mal à s'y retrouver.

Les Wallons peu satisfaits de la gestion énergétique en matière de construction, d'habitation et de logement

Au moyen d'une échelle comprise entre 1 et 10, pourriez-vous indiquer la perception que vous avez de la politique énergétique de la Région wallonne en matière de construction, d'habitation et de logement ?



Mais ils connaissent mal les primes et les aides disponibles

Sur une échelle de 0 à 10, pourriez-vous indiquer quel est votre niveau de connaissance des aides et primes fournies par la Région wallonne à ses habitants pour l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et maisons ?



Top 3 des aides les mieux connues



Isolation murs et toit



Remplacement d'une chaudière



Pose de double ou triple vitrage

DEDICATED



Une action plus proactive pour accompagner la rénovation.

Complexe et vieillissant, le système des primes doit être revu, dit le secteur de la construction. Il y travaille.

« C'est bien mais c'est insuffisant », dit Francis Carnoy au sujet de l'actuelle politique wallonne de soutien aux travaux énergétiques. Le directeur général de Embuild (le nouveau nom de la Confédération de la construction wallonne) n'est d'ailleurs pas étonné que les Wallons ne s'y retrouvent pas dans le système des aides. « Car ce sont des outils vieillissants sur lesquels le gouvernement ne communique plus vraiment depuis plusieurs années. »

Mais dans les coulisses, administrations, responsables politiques et représentants de la construction travaillent à une refonte du système. « Il s'agira d'une politique beaucoup plus ambitieuse, on prépare un business model de massification de la rénovation énergétique. »

Le Plan Air Climat Énergie qu'a présenté cette semaine le ministre wallon de l'Énergie Philippe Henry (mais qui doit encore être discuté en gouvernement) en a dévoilé certains contours, notamment concernant des obligations de rénovation ou l'interdiction d'indexation des loyers des logements passoires énergétiques.

Mais le vrai coup de boost ce sera



Proposer un accompagnement du projet de rénovation.

Reno +, dit-on chez Embuild. Cet « accélérateur de la rénovation énergétique accessible à tous les ménages wallons » inversera le système actuel du soutien à la rénovation.

« Aujourd'hui, la prime, ce sont les gens qui doivent la demander. Dans les deux ans, ce sera l'inverse : ce sont des structures qui iront vers les ménages en leur proposant des conditions de prise en main de leur rénovation, développe Francis Carnoy. On n'obligera pas les gens mais on leur proposera un système dans lequel ils auront intérêt à s'inscrire. »

Et parce que rénover un logement de

la manière la plus efficace n'est pas chose simple, l'idée est d'accompagner le candidat aux travaux à toutes les étapes administratives, pour les devis, les expertises techniques, etc. « Il s'agira d'un accompagnement plus poussé que dans le système actuel des simples primes. Des experts, des entrepreneurs agréés prendront contact avec les gens pour leur proposer une convention de rénovation de leur bien. Et avec un accompagnement technique. » À l'image de ce qui se fait déjà dans certaines communes via les Plateformes locales de rénovation énergétique qui accompagnent les

candidats rénovateurs durant tout le processus de rénovation globale du logement.

C'est un élément essentiel, dit Aymé Argeles, directeur adjoint d'Embuild, en évoquant l'étude consommateur qu'a réalisée Embuild et qui montre qu'il y a une appréhension de la complexité technique. « Quels travaux faire et comment, les gens sont perdus par rapport à la rénovation. »

Reste le nerf de la guerre. Même mieux accompagné, il faudra au candidat rénovateur des moyens financiers. D'autant plus importants que l'objectif de la Wallonie est de travailler sur de la rénovation en profondeur afin que le parc du bâti wallon atteigne le label A en 2050.

La solution ? Des outils de financement des travaux par des acteurs externes (banques, Région) qui seraient remboursés par le biais des économies d'énergie. Par ailleurs, Embuild plaide aussi pour une réforme de la fiscalité immobilière qui prenne en compte les travaux de rénovation énergétique. Avec par exemple un abattement des droits d'enregistrement pour les bâtiments rénovés ou un stop fiscal. « Parce que voir son revenu cadastral augmenter parce qu'on a fait des travaux, ce n'est pas motivant », dit Francis Carnoy.

ALAIN WOLWERTZ &

Éco-construction : le syndrome des trois petits cochons

La question de l'économie d'énergie dans le bâti peut aussi s'envisager dès le choix des matériaux. Et sur ce plan, rien de tel que l'éco-construction pour se détacher des énergies fossiles. Pourtant, il y a quatre ans, alors que la précédente législature s'achevait, le secteur représenté par le cluster wallon pointait l'absence d'impulsion politique pour le faire décoller. Et aujourd'hui ?

« On remarque une évolution, indique Hervé-Jacques Poskin, le directeur du cluster wallon. L'éco-construction est d'ailleurs reprise dans la déclaration de politique régionale. » Et dans les faits, sous l'impulsion de leurs ministres de tutelle, le secteur des crèches et celui du logement social donnent une place à l'éco-construction dans leurs appels de marchés. Ça bouge donc un peu.

Mais dans le grand public, à l'exception sans doute de la construction en ossature bois, on est loin d'exploiter tout le potentiel de l'éco-construction en Wallonie. « Parce qu'il y a une méconnaissance des éco-matériaux, dit Hervé-Jacques Poskin. Quand on parle de murs en blocs de paille, il y a encore ce syndrome des trois petits cochons. On se dit que ce n'est pas solide, que ça ne tiendra pas. »

Voilà pour le premier frein. Le second, c'est celui du prix. Même les sur-primes proposées par la Wallonie pour l'utilisation d'éco-matériaux pour l'isolation n'ont pas permis de gommer complètement le gap financier avec les matériaux conventionnels.

« Mais avec l'explosion des prix des énergies fossiles, cela change », note le directeur du cluster éco-construction. Entre, par exemple, un panneau en

polyuréthane, dérivé du pétrole, et un isolant à base d'herbe qui doit simplement être chauffée à 180 degrés, la dépense en énergie est nettement moindre. « On est en train de combler ce gap financier avec les matériaux pétro-sourcés. Mais il faudrait étendre les sur-primes aux autres matériaux que les isolants. Pourquoi pas les châssis et d'autres produits et services ? »

Aujourd'hui, en Wallonie, une cinquantaine d'entreprises produisent des matériaux et proposent des services éco-responsables, dont certains s'exportent hors de nos frontières. Un coup de pouce supplémentaire permettrait de doper un secteur qui a déjà doublé son nombre d'emplois en cinq ans, tout en permettant aux candidats bâtisseurs et rénovateurs de réduire la facture énergétique à la source. A.W.

22 %

Ce sont les habitants de la province de Namur qui disent le mieux connaître le système d'aides et de primes.

